

Motion de solidarité avec les dirigeants emprisonnés du Comité d'Action Awami du Gilgit-Baltistan

La CGT Thales Services Numériques observe avec une profonde inquiétude l'arrestation et la détention du 10 mars dernier, des membres dirigeants du Comité d'Action Awami du Gilgit-Baltistan (AAC-GB), Nusrat Hussain, Mehboob Wali, Nafees, Mehar Ali et son président Ehsan Ali.

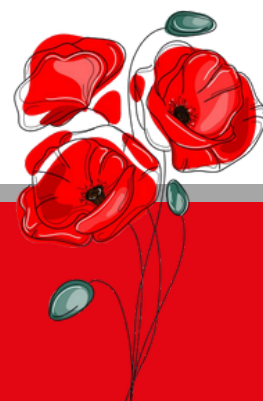
Ces camarades ont été mis en examen de façon abusive au titre des lois antiterroristes et accusés "d'incitation à la violence". Des accusations qui semblent motivées politiquement, puisque durant l'audience préliminaire d'Ehsan Ali du 26 mars, le juge y a reconnu qu'un dîner d'iftar ne constituait pas un "crime en soi", et encore moins un acte de terrorisme.

Ehsan Ali est en mauvaise santé et a contracté une pneumonie durant sa détention. Si sa détention devait se prolonger, sa vie pourrait être en danger.

Pour autant, il a été rapporté qu'Amara Sattar, le sous-divisionnaire de la police de Danyor, à Gilgit, a été informé du mauvais état de santé d'Ehsan Ali et du besoin qu'il soit urgemment hospitalisé, et avait répondu : "Laissez, il y a des ordres d'en haut... laissez le mourir."

En 2025, Ehsan Ali a été placé sur la fameuse "Annexe quatre" de la loi pakistanaise, prévue à l'origine pour surveiller les terroristes - ce qui a drastiquement restreint sa liberté de mouvement.

La même année, Ehsan Ali et 14 autres membres dirigeants de l'AAC-GB ont passé trois mois en prison après avoir été mis en examen sur la base des lois anti-terroristes. Ils ont été relâchés sous caution le 14 août, ce qui montre que les accusations étaient infondées. Ces précédentes arrestations se sont produites alors que l'AAC-GB préparait un meeting sur la question de la propriété des ressources naturelles du Gilgit-Baltistan.



Nous notons aussi que l'AAC-GB, qui a organisé des mouvements de masse qui ont permis d'obtenir des concessions vitales sur les subventions au prix de la farine et sur l'accès des communautés les plus pauvres à l'électricité et l'éducation, subit une persécution politique par l'Etat pakistanais depuis longtemps.

Notre syndicat estime que ces arrestations représentent une attaque évidente contre les droits démocratiques et la liberté syndicale. En France, et à l'international, nous refusons la criminalisation des activités politiques pacifiques des travailleurs qui s'organisent contre la pauvreté et le pillage des ressources.

Notre syndicat condamne ces arrestations politiques et écrira à l'ambassade du Pakistan en France, pour réclamer la libération immédiate de tous les dirigeants de l'AAC-GB emprisonnés et la fin de la répression au Gilgit-Baltistan.

Plus largement, nous réaffirmons nos convictions internationalistes, et renouvelons notre soutien déjà apporté en 2025, envers toutes les initiatives de solidarité internationale avec nos camarades de l'AAC-GB et l'ensemble des mouvements démocratiques au Pakistan.

Une attaque contre l'un d'entre nous est une attaque contre nous tous !

La CGT Thales Services Numériques



www.tsn.cgtthales.fr



cgt.tsn@gmail.com

